

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
PHASE DCE**

AF2485-CENTRE DE DEMINAGE-MONTPELLIER

LOT 08 - DECONSTRUCTION-DECONTAMINATION



MAITRE D'OUVRAGE

Sécurité civile et gestion des crises

189 route des 3 Lucs
13011 Marseille

BUREAU D'ETUDES

ENERGIE R BET

7 Rue Augustin Thierry
66000 PERPIGNAN
Tél : 04 68 73 85 67 -

Indice	Date	Objet	Rédacteur
0	29/11/2024	DCE Suite rapports Plomb et amiante	A LOTZ



Sommaire

08.1 PRESCRIPTION PARTICULIERES	3
08.1.1 - Documents techniques contractuels.....	3
08.1.2 - Prescriptions générales et responsabilité.....	4
08.1.2.1 Méthodes de déconstruction.....	4
08.1.2.2 Prescriptions d'exécution.....	5
08.1.2.3 Sauvegarde des canalisations et câbles éventuellement rencontrés.....	5
08.1.2.4 Gravois et démolition.....	5
08.1.2.5 Engins.....	5
08.1.3 - Prescriptions concernant les produits et matériaux.....	5
08.1.4 - Prescriptions concernant la mise en œuvre.....	6
08.2 Préparation.....	6
08.2.1 Préparation.....	6
08.2.2 Installations générales.....	8
08.3 Décontamination.....	8
08.3.1 Dépose amiante.....	8
08.3.1.1 Dépose d'éléments amiantés.....	8
08.3.2 Déchets amiante.....	11
08.3.3 Traitement plomb.....	12
08.3.3.2 Ouvrages contenant du plomb mais non concernés par les travaux.....	17
08.3.4 Contrôles et mesures.....	22
08.4 Compte prorata.....	22



08.1

PRESCRIPTION PARTICULIERES

Le présent CCTP a pour objet de définir les travaux du lot Dépose/désamiantage nécessaire à la **rénovation du Centre de déminage de Montpellier**
L'opération est composée de 2 bâtiments

Le terrain intéressé par le projet est situé **30 RUE JULES GUESDE SECURITE CIVILE 34080 MONTPELLIER**

08.1.1

- Documents techniques contractuels

L'entrepreneur est tenu de respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs qui s'appliquent à cette réalisation et les normes et documents qui régissent techniquement les travaux objet du présent C.C.T.P.

En cas de discordance entre ces différents documents, celui de date la plus récente fait foi.

La liste des documents rappelée ci-dessous n'est pas limitative. Tous les documents en vigueur à la date de remise de l'offre sont réputés connus de l'Entrepreneur.

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur quelques textes de portées générales. L'ensemble de la réglementation étant applicable, l'Entrepreneur doit se reporter, aux textes publiés par le R.E.E.F.

Les dispositions particulières à chacun des lots sont précisées dans leurs spécifications techniques respectives. Sauf disposition particulière indiquée dans le présent document, la conception, les calculs, la fabrication en usine, l'exécution sur chantier, la mise en oeuvre et le réglage de l'ouvrage, la nature et la qualité des matériaux, la protection de l'ouvrage, la réception et les essais de tout ou partie de l'ouvrage sont, dans leur ensemble, conformes aux normes, règlements, prescriptions techniques et recommandations professionnelles en vigueur.

La réalisation des travaux de désamiantage prévus dans le présent CCTP doit être conforme à la réglementation amiante en vigueur au jour de la réalisation.

Textes réglementaires et normes

Le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 a imposé de nouvelles dispositions réglementaires que doivent respecter les entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante, en particulier :

- la fin de la dualité friable et non friable,
- une nouvelle valeur limite d'exposition professionnelle fixée de façon transitoire jusqu'au 30 juin 2015 à 100 fibres par litre,
- la vérification du respect de cette VLEP par des mesures d'empoussièrement selon la méthode de microscopie électronique à transmission analytique (META),
- la mise en place de processus avec, pour chacun, une évaluation des risques et un classement du niveau d'empoussièrement selon les trois niveaux définis à l'article R. 4412-98.

L'emploi du personnel, l'utilisation des matériels, installations et méthodologies spécifiques applicables en matière d'amiante doit satisfaire aux exigences des textes réglementaires.

Les travaux sont exécutés suivant les règlements, normes et textes en vigueur, y compris les différentes mises à jour à la date d'exécution des travaux.

Un rappel réglementaire, non exhaustif, à maîtriser par le titulaire, est présenté ci-dessous :

♦ Prescriptions relatives à l'amiante dans les immeubles bâtis

L'attention de l'entreprise est attirée sur les dernières évolutions relatives au traitement des matériaux contenant de l'amiante :

- ♦ Décret 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- ♦ Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en oeuvre.
- ♦ Evolution des normes NFX 46010 et NFX 46011 d'août 2012,
- ♦ Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement,
- ♦ Décret 2012639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
- ♦ Note du 23 février 2012 de la Direction Général du Travail relative à la mise en oeuvre de l'instruction du 23/11/2011 pendant la période transitoire précédant l'Entrée en vigueur de la réforme réglementaire, relative aux évolutions légales émanant de la campagne META ;
- ♦ Instruction DGT 2011/10 du 23 novembre 2011 de la Direction Générale du Travail relative aux mesures à mettre en oeuvre en matière de prévention de l'exposition à l'amiante au cours de la période transitoire précédant la réforme réglementaire ;
- ♦ Résultats de la campagne META médiatisés en septembre 2011 et ouvrant la réflexion du traitement de l'amiante en fonction de niveau d'empoussièrement mesures sur plusieurs chantiers de retrait et le protocole de réalisation des contrôles d'empoussièrement en META annexe ;
- ♦ Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis ;
- ♦ Arrêtes du 19 août 2011, portant sur l'accréditation et les modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement META dans l'air des immeubles bâtis ;
- ♦ Modification du code de la santé publique par le décret 2011629 du 3 juin 2011 applicable au 1er février 2012 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis. L'objet principal de ce décret est de restructurer la réglementation afin d'en améliorer l'application et la lisibilité, sans toucher aux grands principes du dispositif de protection de la population générale dans les immeubles bâtis qui préexistent ;
- ♦ Code de la santé publique, et notamment sa Partie Réglementaire, Livre 3 : Protection de la santé et environnement, Titre 3 : Prévention des risques sanitaires liés aux milieux et sécurité sanitaire environnementale, Chapitre 4 : Lutte contre la présence de plomb ou d'amiante, Section 2 : Exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (articles R133414 à R133429) ;
- ♦ Décret 9698 du 7 février 1996, modifié par les décrets 961132 du 24 décembre 1996, 97-1219 du 26 décembre 1997, et 2001840 du 13 septembre 2001 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
- ♦ Arrêté du 7 février 1996 relatif aux conditions d'agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de la concentration en poussière d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis ;
- ♦ Arrêté du 14 mai 1996 (consolide par l'Arrêté du 14 mai 1997) et modifié par l'Arrêté du 26 décembre 1997, relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante (J.O. du 23 mai 1996). Arrêté repris dans le cadre du décret 2008244 du 7 mars 2008 instaurant le nouveau code du travail ;
- ♦ Décret 2008244 du 7 mars 2008, articles R 441294 à R 4412148, relatif au risque d'inhalation de poussières d'amiante ;
- ♦ Arrêté du 22 février 2007 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de

matériaux contenant de l'amiante ;

- ♦ Arrêté du 2 décembre 2002 relatif à l'exercice de l'Activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en application du décret 96697 du 7 février 1996 modifié ;
- ♦ Circulaire DRT 98/10 du 5 novembre 1998 concernant les modalités d'application des dispositions relatives à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante ;
- ♦ Les guides INRS, les fiches métier CRAMIF et les fiches de la CNAMTS relatifs à l'amiante ;

Prescriptions relatives à l'hygiène, la sécurité et aux déchets

- ♦ Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante ;
- ♦ Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante ;
- ♦ Décret 6548 du 8 janvier 1965, consolidé au 1er mai 2008, pour l'exécution des dispositions du code du travail, hygiène et sécurité des travailleurs ;
- ♦ Loi 75633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- ♦ Décret 94609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi 75633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;
- ♦ Décret 2002540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;
- ♦ Décret 98_679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage des déchets ;
- ♦ Décret 60794 du 22 juin 1960 et les amendements subséquents apportés à ses annexes A et B ;
- ♦ Arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux ;
- ♦ Arrêté du 25 juin 1980 et les amendements subséquents portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- ♦ Code de la construction lié à la réglementation ERP et IGH de type U.
- ♦ Le guide ED6091 de l'INRS qui rassemble l'ensemble des préconisations que les entreprises doivent appliquer.

Sécurité Santé:

Le titulaire du présent lot devra prévoir la sécurité et la protection de son personnel au titre de:

- ♦ La loi n°93-1418 du 31 décembre 1993
- ♦ Décrets d'application n°94-1159 du 26 décembre 1994
- ♦ Décrets d'application n°2003-68 du 24 janvier 2003
- ♦ Décret n°92-158 du 20 février 1992 (code du travail R237-1 et suivants)

Prescriptions relatives à la métrologie des chantiers d'amiante

- ♦ Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement ;
 - ♦ NF EN ISO 160007 (2007) et son guide d'application GA X 46033 concernant les stratégies de mesures de l'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis et modifiant notamment la quantité de pompes en 1ère et seconde restitution, le programme du COFRAC restant toujours d'actualité pour les preleveurs ;
 - ♦ NF X 43050 . qualité de l'air -détermination de la concentration en nombre de fibres par microscopie électronique à transmission - méthode indirecte . ;
 - ♦ NF X 43269 . qualité de l'air - air des lieux de travail - détermination de la concentration du nombre de fibres par microscopie optique en contraste de phase - méthode du filtre à membrane . ;
 - ♦ NF X 44013 . séparateurs aérodynamiques. Méthode d'essai des filtres à aérosol de chlorure de sodium par photométrie de flamme . ;
 - ♦ NF EN 143 . appareils de protection respiratoire filtres à particules exigences, essais, marquage . ;
 - ♦ NF EN 139 . appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec masque complet, demi masque ou ensemble embout buccal exigences, essais, marquage . ;
 - ♦ NF EN 146 . appareils de protection respiratoire appareils filtrants contre les particules à ventilation assistée avec casques ou cagoules exigences, essais, marquage . ;
 - ♦ NF EN 147 . appareils de protection respiratoire appareils filtrant contre les particules à ventilation assistée avec masques complets, demi masques ou quarts de masques exigences, essais, marquage . ;
 - ♦ NF EN 1886 . ventilation des bâtiments caissons de traitement d'air performance mécanique .
- Le programme n144 du COFRAC (version 02 de janvier 1999).

08.1.2 - Prescriptions générales et responsabilité

L'entrepreneur titulaire du marché demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc.

Dans le cas où l'entrepreneur rencontrerait et détériorerait des ouvrages divers, celui-ci devrait en exécuter la réparation ou le déplacement à ses frais dans le plus bref délai.

Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation.

En aucun cas, le maître de l'ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

Par ailleurs, elle est responsable des contraventions de toutes natures qu'elle pourrait encourir du fait de la non observation des règlements de voirie ou de protection des lignes d'alimentation électriques et elle doit, en conséquence, faire toutes les démarches préalables auprès des Administrations concernées.

08.1.2.1 Méthodes de déconstruction

Les méthodes de déconstruction sont laissées à l'appréciation de l'entrepreneur qui adoptera les dispositions qui lui conviennent.

Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes de démolition devront rester dans le cadre de la réglementation et des instructions qui lui seront données par les services compétents.

L'entrepreneur devra lors de ce choix, tenir compte qu'il devra assurer dans tous les cas :

- la sécurité du personnel et la sécurité du public
- la conservation sans dommages des propriétés voisines bâties ou non bâties
- la protection des ouvrages et constructions conservés contigus ou situés à proximité

- l'étanchéité des constructions contiguës
- et toutes autres obligations qui lui seraient imposées par les conditions particulières du chantier.

08.1.2.2 Prescriptions d'exécution

Lors de l'exécution des travaux de dépose ou déconstruction, l'entrepreneur devra prendre toutes précautions pour éviter la chute de matériaux ainsi que tous effondrements même partiels pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur devra prévoir tous échafaudages, planchers et barrières de garantie, garde-gravois, etc., ainsi que tous étaielements, étréssillonement, etc., qui s'avéreront nécessaires pour l'exécution des travaux.

Il devra également, si les conditions météorologiques le rendent nécessaire, prendre toutes mesures pour éviter des projections de poussières aux abords du chantier.

Il sera formellement interdit de faire brûler sur place des bois ou autres matériaux combustibles en provenance des démolitions.

En fin de travaux, l'ensemble du chantier sera livré propre et débarrassé de tous gravois ou matériaux de démolition.

Il est bien entendu que l'entrepreneur sera tenu à la réparation et remise en état sans indemnité de tous dommages causés par le fait de ses travaux.

08.1.2.3 Sauvegarde des canalisations et câbles éventuellement rencontrés

L'entrepreneur aura à sa charge la reconnaissance des passages de canalisations, il devra veiller à la protection de ces ouvrages.

L'entrepreneur devra prendre toutes précautions lors de l'exécution des travaux, afin de ne pas endommager ou détruire les canalisations ou câbles éventuellement rencontrés.

Dans le cas où l'entrepreneur rencontrerait et détériorerait des ouvrages divers, celui-ci devrait en exécuter la réparation ou le déplacement à ses frais dans le plus brefs délais.

08.1.2.4 Gravois et démolition

Les produits de démolition deviennent propriété de l'entreprise.

L'entrepreneur aura à sa charge le chargement par tout moyens et enlèvement du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux de démolitions du présent lot, de tous les matériaux et tous les gravois

Transport par tout moyens et à toute distance, lieu de dépôt au choix de l'entrepreneur, pour élimination en Centre de Stockage des Déchets Ultimes (CDSU) classe 1, 2 ou 3 ou en décharge contrôlée, en fonction de la classification des gravois y compris en décharge spécialisée dans le cas de retrait d'amiante.

L'entrepreneur aura à sa charge tous frais de droit de décharges et autres sujétions.

08.1.2.5 Engins

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les risques que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution des travaux.

En tout état de cause, il est ici formellement spécifié que l'utilisation de tels engins ne devra en aucun cas :

- causer des vibrations d'une ampleur telle qu'elles seraient perceptibles dans les bâtiments existants
- entraîner par suite des manoeuvres et des vibrations, des désordres, si minimes soient-ils, aux constructions existantes.

08.1.3 - Prescriptions concernant les produits et matériaux

L'Entrepreneur à la responsabilité de tous les produits provenant des travaux, et de ses déchets d'emballage et consommables (ou résidus de consommable).

L'importance des déchets et la pénibilité de leur coltinage dans des circulations verticales nécessitent la mécanisation des acheminements de déchets jusqu'aux lieux de stockage avant évacuation vers les centres de traitement.

„* Le titulaire tri ses déchets. Il garantit le non mélange des déchets pour chacun des conteneurs.

„* Le titulaire assure la traçabilité des déchets. L'Entrepreneur pèse ses déchets. Il renseigne le tableau de suivi des déchets.

„* Le titulaire fournit et renseigne les Bordereaux de Suivi des Déchets de chantier; il leur attribue un numéro chronologique.

L'entreprise doit tenir à jour un registre détaillant l'ensemble des évacuations du chantier.

Dans le cas particulier des déchets spéciaux, le titulaire fournit et pré-remplit les BSDI pour signature du Maître d'Ouvrage; il leur attribue un numéro chronologique.

L'entreprise doit justifier de toutes les évacuations de matériaux par la production des bons de réception des centres de traitement.

Définition et catégories de déchets

Les déchets issus du chantier sont traités selon les différentes catégories suivantes :

- Catégorie 1 (K1) : amiante friable.
- Catégorie 2 (K2) : équipements nécessaires au chantier, pollués / contaminés par l'amiante (polyane, filtres, combinaisons).
- Catégorie 3 (K3) : gravois de chantier contaminés par l'amiante dont le lavage n'est pas possible (briques, isolants).
- Catégorie 4 (K4) : amiante non friable (fibrociment...).
- Catégorie 5 (K5) : matériaux lisses contaminés lavables (Faux plafonds, épingles de chauffage) et autres déchets non contaminés.
- Catégorie 6 (K6) : matériaux dangereux (tête de détection ionique) contraintes spécifiques d'évacuation.
- Catégorie 7 (K7) : déchets de types DEE (tubes fluo, starter.) contraintes spécifiques d'évacuation

08.1.4 - Prescriptions concernant la mise en œuvre

Cf plan de retrait

08.2 Préparation

08.2.1 Préparation

08.2.1.1 Démarches administratives et plan de retrait

L'entreprise garantit au Maître d'Ouvrage la conformité aux normes et règles applicables. Elle est en outre, pleinement responsable de l'obtention des accords administratifs nécessaires à l'accomplissement de ses travaux et de tous les frais en résultant :

En particulier, établissement du plan de retrait prévu par l'article R 4412-119 du Code du Travail accompagné de sa notice de poste prévue par les articles R 4412-39 et R 4412-97 du code du travail.

Trois jours avant l'envoi aux organismes mandats, après avis du médecin du travail et avis du laboratoire accrédité pour le prélèvement sur la stratégie de prélèvement des mesures d'empoussièrement (R. 4412-107), l'entrepreneur remettra au maître d'oeuvre, pour avis, son plan de retrait comprenant notamment :

- L'Évaluation des risques qui devra être réalisée et décrite (R 4412-117)
- Le détail du chantier test qui sera imposé en début de travaux, avec mesurage selon le protocole META
- Le plan détaillé de l'organisation de chantier par zone (délimitation des zones d'intervention, délimitation des zones confinées, des zones de gestion . en protocole sinistre ., implantation des tunnels d'accès et des groupes deprimogènes, des dispositifs de contrôle, implantation de la zone de stockage des déchets,...)
- Les plans, schémas, notices fournisseurs et descriptifs de l'installation de chantier, de l'installation électrique, de l'installation de production d'air, de l'installation de confinement dynamique, et surveillance de ce confinement.
- Le bilan aérodynamique de chaque zone de travail
- Les descriptifs et notices fournisseurs des équipements de protection individuelle.
- Les consignes appliquées en cas d'incident (dépassement des seuils d'alerte, organisation des secours...).
- La méthodologie mise en oeuvre pour chaque zone décrivant les travaux préparatoires et les modes opératoires de décontamination, de retrait des matériaux amiantés, de nettoyage fin, de décontamination des matériels utilisés en configuration . sinistre .
- La qualification du personnel procédant aux travaux de retrait de produits contenant de l'amiante (médicale, professionnelle)
- Les modes d'enregistrement des expositions du personnel
- Les moyens de protection individuelle et collective mis en oeuvre
- L'organisation des séances de travail et de décontamination en fin de séance.
- Les procédures de conditionnement, nettoyage et d'Évacuation des déchets.
- La méthodologie mise en oeuvre pour contrôler les accès en zone confinée (procédures d'Entrée et de sortie de sas...).
- La méthodologie mise en oeuvre pour entretenir les équipements techniques
- La surveillance métrologique et la fréquence des contrôles et autocontrôles.
- Les coordonnées des sites d'Évacuation des déchets avec certificats d'acceptation préalable
- Le planning détaillé

Après examen, le maître d'oeuvre précisera ses remarques éventuelles.

Cette approbation ne diminuerait en rien la responsabilité de l'entrepreneur, en ce qui concerne la tenue et les aspects qualitatifs de la réalisation.

La transmission aux organismes mandatés selon l'obligation décrite par l'article R4412-123 ne pourra intervenir qu'après approbation du plan de retrait par le maître d'oeuvre.

La modification du marché de travaux ou des processus entraîne une modification du plan de retrait ou d'encapsulation.

Le plan de retrait est à annexer au PPSPS de l'entreprise ou, suivant le cas, au plan de prévention. Ces documents ne dispensent en rien l'entreprise de ses obligations contractuelles.

Les principales mesures de prévention proposées sont à considérer comme minimales. Elles doivent être complétées autant que de besoin par l'entrepreneur dans son plan de Retrait ou d'Encapsulation.

L'entreprise sera responsable de l'aboutissement positif de son plan de retrait et de confinement par l'administration. L'entreprise ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation financière en cas de requalification des travaux de désamiantage par l'administration compétente ou demande supplémentaire de l'inspection du travail ou de la CARSAT (CRAM) concernant la méthodologie des travaux de désamiantage

Pendant les travaux

Un dossier tenu à jour et à disposition des intervenants ou organismes de prévention, sur le chantier par le titulaire du présent lot doit contenir:

- Le PPSPS et le plan de retrait des matériaux amiantés
- Les documents d'exécution, et modes opératoires retenus,
- Le planning d'intervention détaillé,
- Les fiches d'autocontrôle dûment complétées,
- Les bordereaux de suivi des déchets (BSDA) et les certificats de mise en décharge.
- La liste des intervenants sur le site accompagnée des aptitudes médicales, et des attestations de formation (amiante, CACES, etc.).
- Les documents émis par la maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre, ou coordination sécurité
- Les notifications de déclaration de travaux à l'inspection du travail, à la CARSAT, à l'OPPBTP, l'avis du médecin du travail et du laboratoire effectuant les prélèvements



08.2.1.2 DICT

Démarches administratives

Démarches administratives réalisées par le titulaire du présent lot, comprenant:

- Elaboration de la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T) auprès des divers services concernés: EDF-GDF, Compagnie des eaux, La Mairie,
- Permission de voirie auprès des services concernés

08.2.1.3 Préparation

Protections individuelles et collectives

L'entreprise doit, conformément à la législation en vigueur, mettre en place, et en assurer le maintien, toute protection collective ou individuelle nécessaire au parfait achèvement de ses travaux (nécessaire à la protection de ses personnels comme des biens et personnes extérieures), ainsi il doit également toutes les protections efficaces pour empêcher toutes détériorations, poinçonnements, dégâts des eaux, fuites d'étanchéité sur les existants, etc.

Suivant nécessité, mise en place d'une tour escalier répondant aux normes en vigueur

Impact du mode de démolition sur l'environnement

Dans le cadre de la spécificité de ses moyens, l'entrepreneur établit le rapport d'impact des travaux (incidences des démolitions, périmètre de sécurité, dispositifs de protection).

L'entrepreneur s'assure que les méthodes et matériels de démolition utilisés ne créent pas de gêne aux bâtiments avoisinants, (protection contre les vibrations, chocs, les ébranlements excessifs, la poussière, l'eau et les bruits de chantier excessifs, nettoyage systématique des abords, évacuation immédiate des produits de démolition, etc.).

L'entrepreneur doit notamment le nettoyage des voiries et voies d'accès au chantier, le maître d'ouvrage se réservant le droit de faire réaliser ce nettoyage aux frais du titulaire en cas de défaillance de l'entrepreneur, après mise en demeure.

Il participe aux réunions de préparation

Impositions et autorisations des services administratifs

L'entreprise doit contacter les services compétents en matière de circulation urbaine de façon à obtenir l'autorisation d'interrompre la circulation aux abords du lieu des travaux, ainsi que pour la mise en place de la signalisation, s'il y a lieu. Elle doit se soumettre aux obligations imposées par le maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage concernant le maintien en état des voies piétonnes et chaussées.

De même, l'entrepreneur est tenu d'obtenir, auprès des organismes concernés, tous les renseignements, autorisations et servitudes nécessaires à l'installation du chantier et à ses travaux.

Il doit se conformer aux impositions de la maîtrise d'ouvrage, des services de la DREAL.

Si besoin, Il devra en outre payer les droits d'occupation du domaine public et les taxes inhérentes à ses installations de chantier.

08.2.1.4 Constat d'huissier

Le titulaire prévoit de réaliser un constat d'huissier au début de la période de préparation du chantier en présence du représentant du Maître d'ouvrage et/ou du Maître d'oeuvre.

Il a pour objet le constat de l'état des ouvrages publics et privés extérieurs en bordure du chantier, avant travaux.

Il est à la charge de l'entreprise.

Le constat d'huissier permet d'établir en cas de besoin, à posteriori, les responsabilités en cas d'accident, d'incident, d'effondrement ou de remise en état d'ouvrage.

Cela concerne tout particulièrement l'état des voies, les trottoirs, les réseaux, des existants conservés (liste non limitative) et notamment l'état de propreté des façades des bâtiments voisins.

De même, après travaux, un nouveau constat des avoisinants est réalisé pour constater l'état du site après travaux.

08.2.1.5 Enceinte de confinement

La préparation de la zone de travail et le confinement des zones d'intervention seront adaptés en fonction des ouvrages contenant de l'amiante, de la nature de l'amiante et de la configuration des locaux.

L'entreprise devra tous les ouvrages et matériels nécessaires à ce confinement (polyane, sas, aspirateur, etc...) suivant la réglementation.

Les volumes à traiter seront hermétiquement clos.

L'enceinte créée sera maintenue en dépression permanente 15 Pa minimum.

L'entreprise devra assurer le recoupement et l'isolement entre les différentes zones d'intervention ou différents ouvrages amiantés. Elle devra aussi la protection de tous les ouvrages, appareils et matériels destinés à être déposés ultérieurement.

L'entreprise devra mettre en place sur le confinement un panneau de visualisation en Plexiglas permettant d'observer l'intérieur de la zone sans y pénétrer, autorisant ainsi les personnes habilitées à suivre l'avancement des travaux en toute sécurité.

08.2.1.6 Unité mobile de décontamination

Installation d'une douche équipée d'un chauffe eau pendant toute la durée des travaux de désamiantage y compris frais d'installation, de location, de fonctionnement et de démontage

Les eaux usées de cette douche seront filtrée évacuée dans un centre spécialisé, prestation incluse au présent article.

L'entreprise sera responsable de l'entretien et du nettoyage.





08.2.2 Installations générales

08.2.2.1 Installation du chantier

NOTA: La base vie est à la charge du lot RAVALEMENT

Le présent lot aura à sa charge:

- la mise en place d'un tableau électrique adapté à ses besoins: si toutefois le besoin de plus de puissance, l'entreprise sera autonome (si une alimentation de secours est nécessaire, elle sera à la charge du présent lot. Ce groupe électrogène devra répondre à la norme UTE 15-401 relative aux groupes électrogènes.)

- Suivant nécessité, mise en place d'une tour escalier répondant aux normes en vigueur, pour la position des extracteurs en façade.

08.2.2.2 Bennes à déchets

- L'entreprise titulaire des travaux de démolition aura à sa charge pour la durée d'exécution des travaux de démolition uniquement, le chargement par tout moyens et enlèvement du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux de démolitions du présent lot, de tous les matériaux, tous les gravais et décombres, bois, métaux, etc.

- Transport par tout moyens et à toute distance, lieu de dépôt au choix de l'entrepreneur, pour élimination en Centre de Stockage des Déchets Ultimes (CDSU) classe 1, 2 ou 3 ou en décharge contrôlée, en fonction de la classification des gravais

- L'entrepreneur aura à sa charge tous frais de droit de décharges et autres sujétions.

- Les bordereaux de suivi de déchets seront remis au maître d'oeuvre.

Tri et évacuation vers les décharges publiques sélectives, au fur et à mesure de l'avancement des démolitions, de tous les gravais et matériaux non utilisables, y compris chargement, transport et tous droits de décharge quelque soit la nature des déblais.

Il est rappelé que toute destruction de matériaux par le feu est interdite sur le site.

Aucun gravais ne doit rester enterré (et/ou) rester sur le site.

08.2.2.3 Fluides existants

Il appartiendra à l'entrepreneur de prendre contact en temps voulu avec les services techniques concernés pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les démontages ou coupures des branchements eau, électricité, éclairage public, téléphone et éventuellement gaz ou autres.

Une attestation de bonne exécution de ces coupures de fluides sera exigée

08.2.2.4 Fourniture et pose d'une palissade panneaux métallique ht:2,00 m

Fourniture et pose d'une palissade avec armature potelets métalliques et protection par bac acier simple peau avec éclairage et signalisation

Le chantier de démolition doit être réalisé en garantissant l'absence d'intrusion dans la zone à risque :

- Dans le site durant les phases de déconstruction /tri/ désamiantage.

- Dans la zone de désamiantage / décontamination proprement dite

- Dans les zones à risque de chute

- zone d'installation de chantier, de stockage des déchets, d'évolution des camions

L'entreprise doit garantir la fermeture de son chantier durant la totalité de ses travaux.

L'entreprise devra son entretien et son maintien en place, durant toute la phase de déconstruction.

08.3 Décontamination

Le choix de la méthode concernant la dépose est fixé dans le mémoire technique proposé par l'entreprise titulaire du marché.

La prestation comprend le grattage, le lavage après dépose du support.

L'aspiration avec aspirateur à filtre absolu sera réalisée en permanence au cours de l'intervention.

Toute la zone en contact avec l'amiante, structure, murs, canalisations, conduits, chemin de câbles etc seront décontaminés brossés, aspirés

Les travaux de démolition seront réalisés avec masque sous adduction d'air médicalisé assurant la protection des travailleurs.

Tous les supports mur, sol et plancher contaminés, seront décontaminés par lavage à haute pression ou par sablage si nécessaire.

Le type de matériaux amiantés ainsi que leur localisation sont précisées dans le rapport amiante avant travaux.

08.3.1 Dépose amiante

Un diagnostic Amiante (recherche de matériaux amiantés) a été préalablement réalisé avant la démolition en application de l'article 10-4 du décret n°2001-840 du 13/09/2001 et arrêté du 2 janvier 2002.

Rapport réalisé par ALPES CONTROLES - Rapport N° A23B243B/002-1/DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE CIVILE ET DE LA GESTION DES CRISES/AMI TRAV/ECO établi le 22/05/2024(Voir Documents fournis pour consultation).

Contrat N° : A23-B-2024-008M/1

Conclusion du rapport: Dans le cadre de la mission, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante

08.3.1.1 Dépose d'éléments amiantés

Se référer au rapport d'amiante.

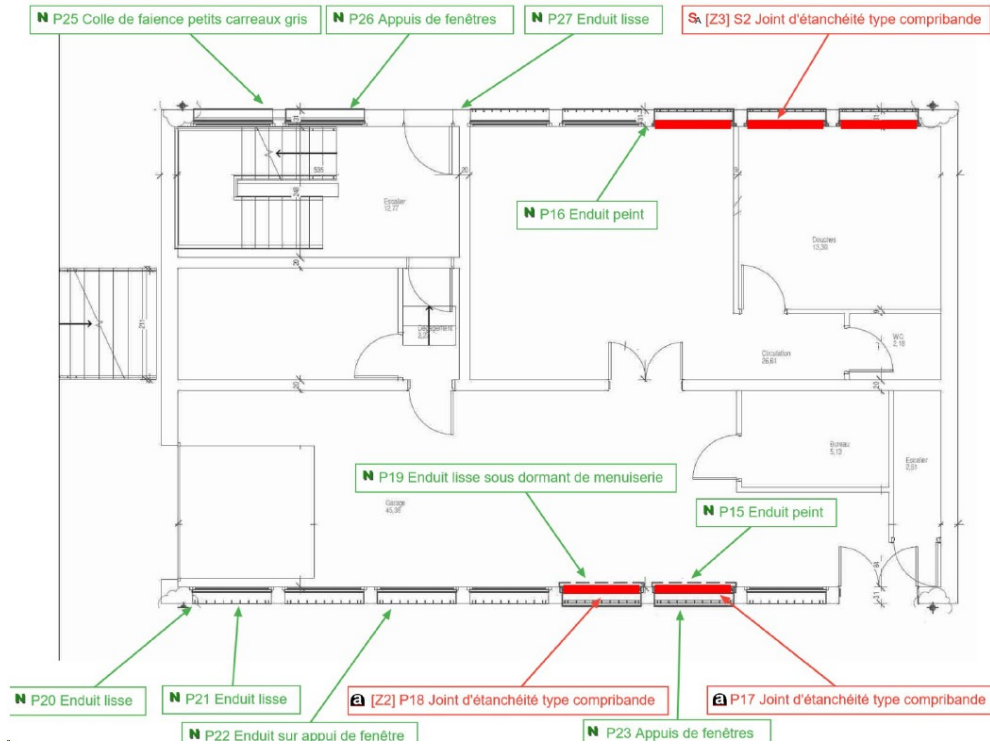
Attention, seuls les ouvrages concernés par les travaux de rénovation ci-dessous seront à déposer.



08.3.1.1.1 Dépose de menuiseries alu existantes BATIMENT B

- Dépose soignée des menuiseries complètes, dormants, ouvrants, coffre de VR etc.... Anciens dormants bois également
- Protection des ouvrages adjacents
- Les murs conservés ne devront subir aucune détérioration.
- Toutes protections nécessaires
- Evacuation à la décharge agréée suivant tri.

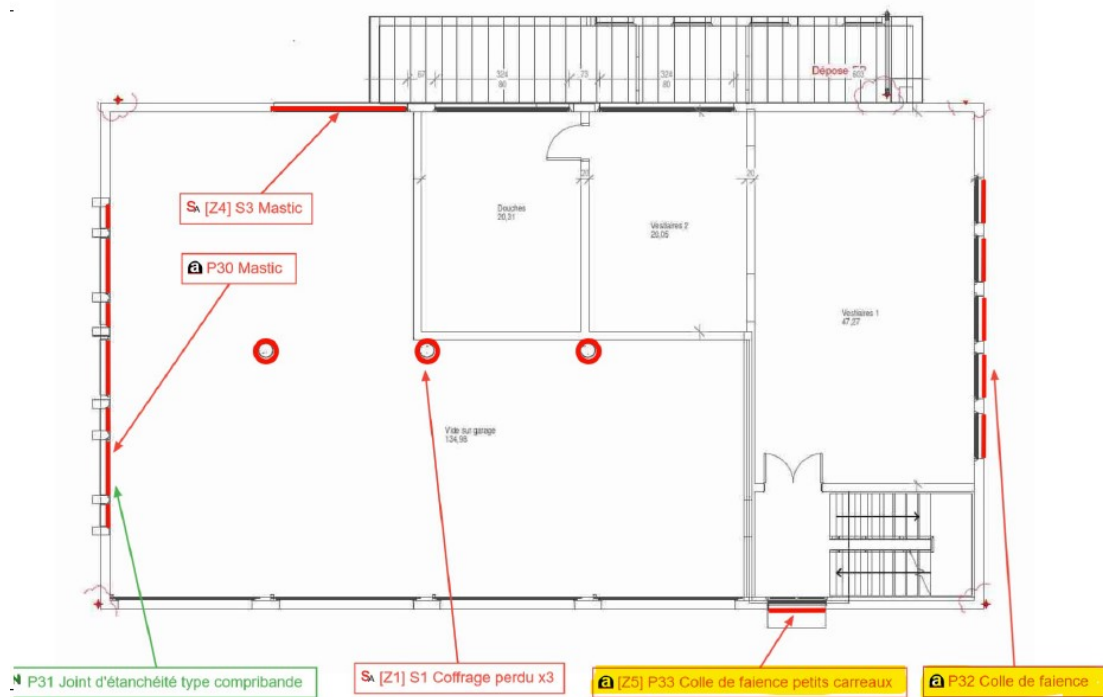
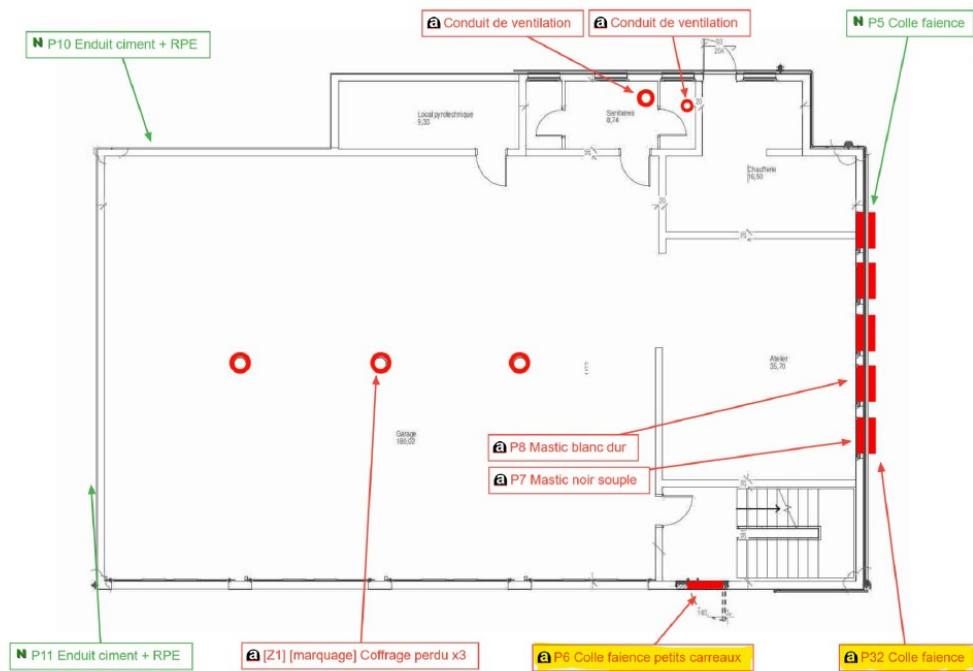
Localisation : Bâtiment B: Menuiseries non rénovées dans le vestiaire, douches, garage



08.3.1.1.2 Dépose de petits carreaux en façade

- Dépose soignée des petits carreaux de faïence de façade se trouvant sur les allèges en retrait etc....
- Protection des ouvrages adjacents
- Les murs conservés ne devront subir aucune détérioration.
- Toutes protections nécessaires
- Evacuation à la décharge agréée suivant tri.







08.3.2.1 Gestion des déchets d'amiante

Page 11/23

transport.

Le transport des déchets spéciaux doit respecter la réglementation sur le transport des matières dangereuses et se faire sous la responsabilité de l'entreprise titulaire du marché
Les matériaux doivent être triés et conditionnés avant d'être dirigés selon leur nature physico-chimique vers les filières de valorisation, neutralisation et élimination dans des centres de traitement autorisés.

La gestion des déchets de chantier sera conforme au P.G.C

08.3.3

Traitement plomb

Un diagnostic Plomb a été préalablement réalisé avant la démolition en application de la norme NF X 46-035 et suivant Articles réglementaires : R.4412-5 à R.4412-6 et Articles réglementaires : R.4412-156 à R.4412-160

Rapport réalisé par ALPES CONTROLES - Rapport N° A23B243B/002-1/DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE CIVILE ET DE LA GESTION DES CRISES/PBAVTD/ECO établi le 28/05/2024(Voir Documents fournis pour consultation).

Contrat N° : A23-B-2024-008M/1

Conclusion du rapport: Dans le cadre de la mission, il a été repéré de matériaux et produits contenant du plomb.

L'Entreprise consignera dans un document les modes opératoires de retrait du plomb choisis et les motivations de ces choix en fonction des caractéristiques du site.

Les zones d'intervention seront confinées pour protéger les occupants du site des poussières de plomb.

Dans tous les cas, le local concerné par les travaux sera vidé de toute activité.

Rapport final:

L'entrepreneur aura à établir un document récapitulatif d'intervention comprenant :

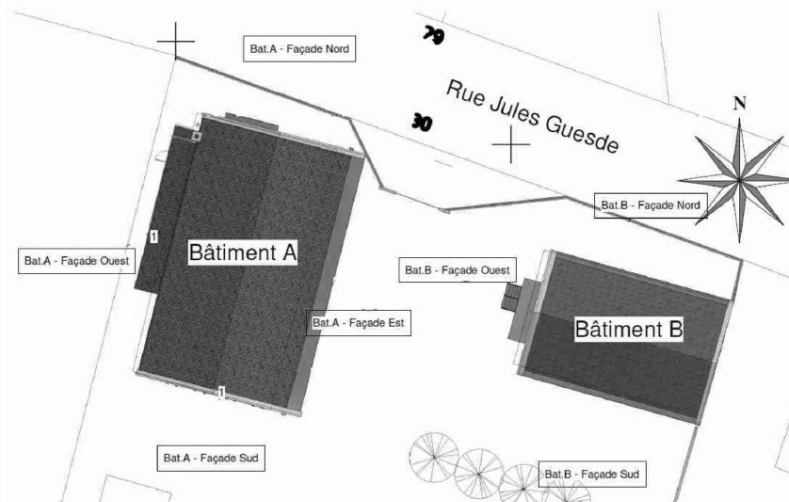
- la description et le détail des travaux réalisés,
- la chronologie des opérations,
- la copie de toutes les fiches ou PV des contrôles, mesures, analyses, etc..., effectués pendant toute la durée du chantier et lors de la restitution,
- la copie du registre des contrôles imposés par l'arrêté du 14 mai 1996,
- les fiches de pesage,
- l'autorisation de mise en décharge,
- les certificats de mise en décharge,
- les bordereaux de suivi des déchets,
- toutes autres pièces éventuelles concernant le déroulement des travaux

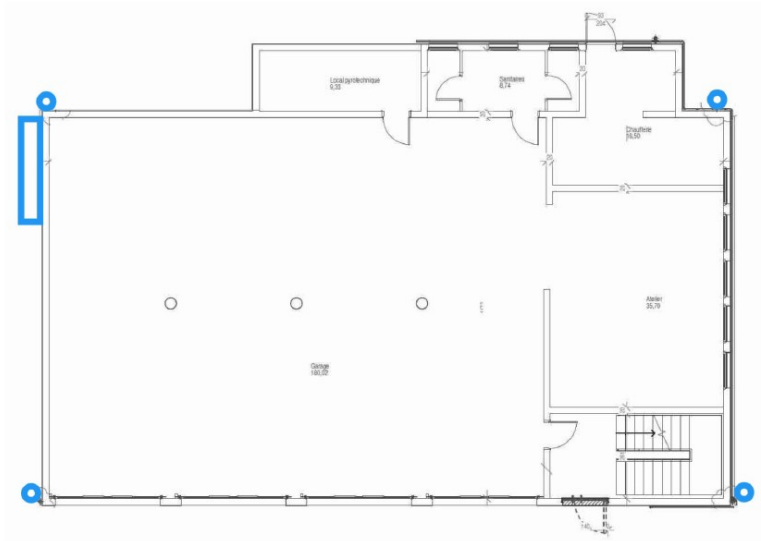
Les déchets plomb seront conditionnés dans des sacs ou des bidons étanches avec un étiquetage précisant leur origine.

Ils seront stockés dans un endroit inaccessible au public en attendant d'être évacués en centre agréé.

Le rapport fait apparaître que les ouvrages suivant, liste non exhaustive (se référer au rapport), contiennent un niveau élevé de Plomb.

Le rapport sera fourni à la consultation avec les repérages associés.

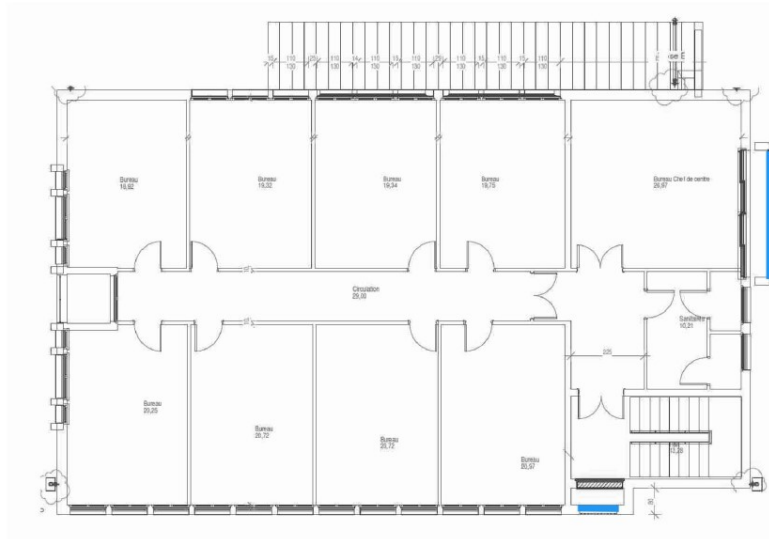




BATIMENT A - RDC

Planche de repérage usuel

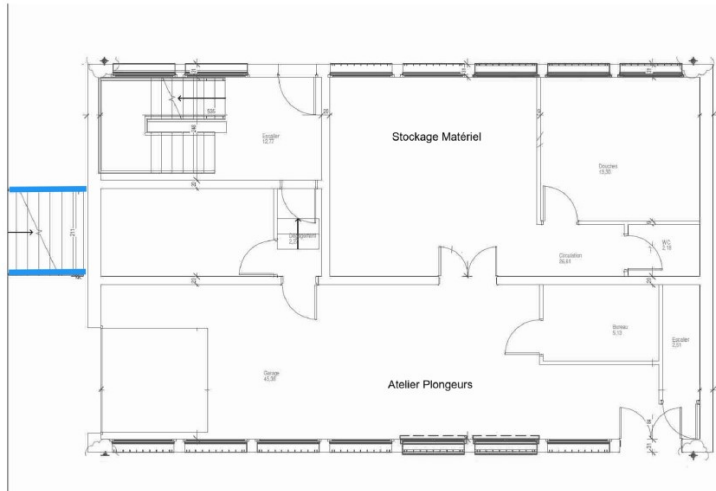
Type: Plan	Croquis: 2/9	DGSCGC - BATIMENT A - RDC
Auteur: COUDERC Etienne / Alpes Contrôles		
30 RUE JULES GUESDE SECURITE CIVILE 34080 MONTPELLIER		



BATIMENT A - R+2

Planche de repérage usuel

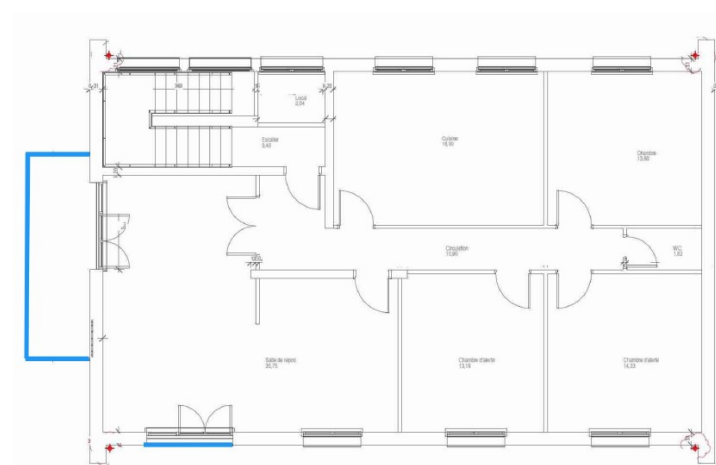
Type: Plan	Croquis: 4/9	DGSCGC - BATIMENT A - R+2
Auteur: COUDERC Etienne / Alpes Contrôles		
30 RUE JULES GUESDE SECURITE CIVILE 34080 MONTPELLIER		



BATIMENT B - RDC

Planche de repérage usuel

Type: Plan	Croquis: 6/9	DGSCGC - BATIMENT B - RDC
Auteur: COLDERC Etienne / Alpes Contrôles		
30 RUE JULES GUESDE SECURITE CIVILE 34080 MONTPELLIER		



BATIMENT B - R+2

Planche de repérage usuel

Type: Plan	Croquis: 8/9	DGSCGC - BATIMENT B - R+2
Auteur: COLDERC Etienne / Alpes Contrôles		
30 RUE JULES GUESDE SECURITE CIVILE 34080 MONTPELLIER		

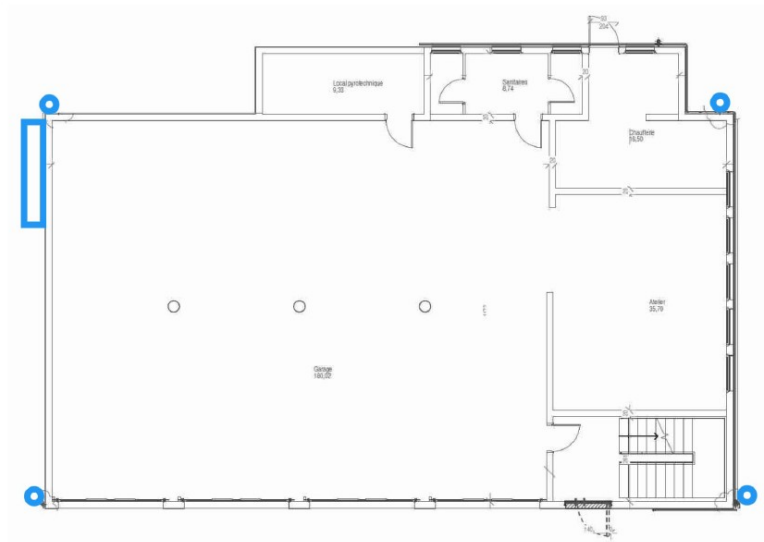
08.3.3.1 **Ouvrages contenant du plomb à déposer: descentes EP**

Dépose descentes EP de façade du bâtiment A

- Dépose soignée et évacuation des descentes EP de façade
- Les murs conservés ne devront subir aucune détérioration.
- Toutes protections nécessaires
- Evacuation à la décharge agréée suivant tri.

Localisation : *En façade bat A suivant plan et rapport plomb*

Les ouvrages contenant du plomb, feront l'objet d'une dépose avec évacuation vers les centres de traitement spécialisés. Les déchets plomb seront conditionnés dans des sacs ou des bidons étanches avec un étiquetage précisant leur origine. Ils seront stockés dans un endroit inaccessible au public en attendant d'être évacués en centre agréé.



BATIMENT A - RDC

Planche de repérage usuel		
Type: Plan	Croquis: 2/9	DGCGC - BATIMENT A - RDC
Auteur: COUDERC Etienne / Alpes Contrôles		
30 RUE JULES GUESDE SECURITE CIVILE 34080 MONTPELLIER		

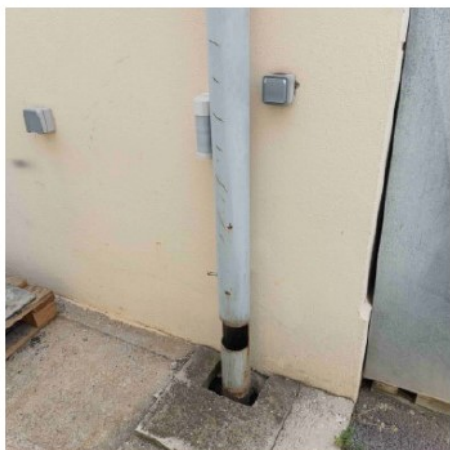
Bâtiment A / Façade Nord

N°	Zone	Unité de repérage	Substrat	Revêtement apparent	Résultats mg/cm²
11	Zone A	Canalisation Descente eau de pluie	Métal	Peinture	0.78
12					0.88
13	Zone A	Façade	Maçonnerie	Peinture	0.10
14					0.11
15					0.06
16					0.17

Bâtiment A / Façade Est

N°	Zone	Unité de repérage	Substrat	Revêtement apparent	Résultats mg/cm²
25	Zone A	Canalisation Descente eau de pluie	Métal	Peinture	3.17
26					2.96
17	Zone A	Canalisation colonne sèche	Métal	Peinture	1.46
18					1.26
19	Zone A	Façade	Maçonnerie	Peinture	0.16
20					0.10
21					0.06
22					0.09

Bâtiment A / Façade Est / Zone A / Canalisation (M025
M026) :



Bâtiment A / Façade Ouest

N°	Zone	Unité de repérage	Substrat	Revêtement apparent	Résultats mg/cm²
23	Zone A	Canalisation Descente eau de pluie	Métal	Peinture	2.32
24					3.03
27	Zone A	Façade	Maçonnerie	Peinture	0.10
28					0.20
29	Zone A	Façade	Maçonnerie	Peinture	0.17
30					0.15

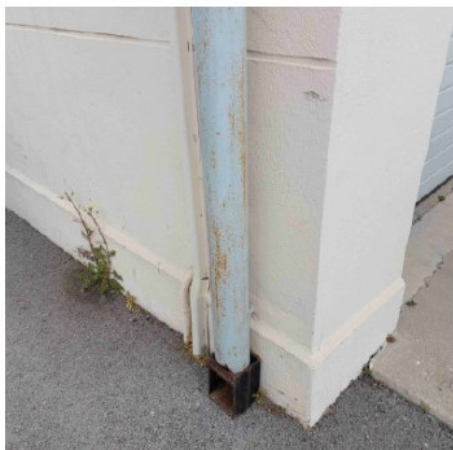
Zone

Zone

Bâtiment A / Façade Sud

N°	Zone	Unité de repérage	Substrat	Revêtement apparent	Résultats mg/cm²
31	Zone A	Placard	Métal	Peinture	0.01
32					0.61
33	Zone A	Canalisation Descente eau de pluie	Métal	Peinture	0.59
34					0.88
35	Zone A	Façade	Maçonnerie	Peinture	0.19
36					0.08
37	Zone A	Façade	Maçonnerie	Peinture	0.06
38					0.06

Bâtiment A / Façade Sud / Zone A / Canalisations
(M033 M034) :



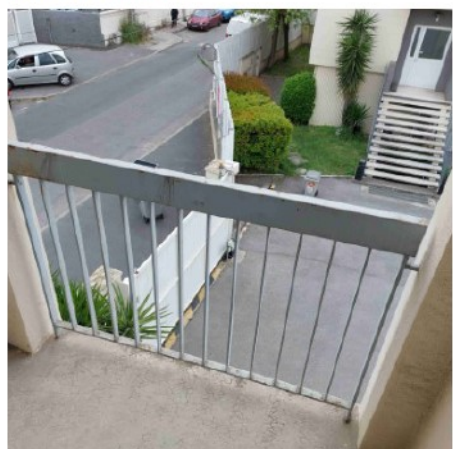
08.3.3.2 Ouvrages contenant du plomb mais non concernés par les travaux

NON CONCERNE PAR LES TRAVAUX (ne pas toucher)

Bâtiment A / R+2 / Balcon Palier

N°	Zone	Unité de repérage	Substrat	Revêtement apparent	Résultats mg/cm ²
3	Zone B	Garde corps	Métal	Peinture	2.63
4					3.6
5	Zone B	Garde corps	Métal	Peinture	3.98
6					5.73

Bâtiment A / R+2 / Balcon Palier / Zone B / Garde
corps (M003 M004) :



NON CONCERNE PAR LES TRAVAUX (ne pas toucher)

Bâtiment A / R+2 / Balcon à l'extrémité de la circulation

N°	Zone	Unité de repérage	Substrat	Revêtement apparent	Résultats mg/cm²
7	Zone B	Garde corps	Métal	Peinture	0.92
8					0.70
9	Zone B	Garde corps	Métal	Peinture	0.61
10					0.84

Bâtiment A / R+2 / Balcon à l'extrémité de la circulation / Zone B / Garde corps (M007 M008) :



NON CONCERNE PAR LES TRAVAUX (colonne sèche ne pas toucher)

Bâtiment A / Façade Est / Zone A / Canalisations colonne sèche (M017 M018) :



NON CONCERNE PAR LES TRAVAUX (ne pas toucher)

Bâtiment A / Façade Sud / Zone A / Placard (M031 M032) :



NON CONCERNE PAR LES TRAVAUX (ne pas toucher)

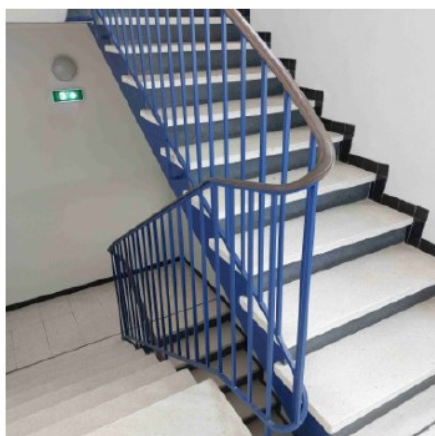
Bâtiment B / R+1 / Escalier

N°	Zone	Unité de repérage	Substrat	Revêtement apparent	Résultats mg/cm ²
39	Zone A	Garde corps			3.36
40					11.12

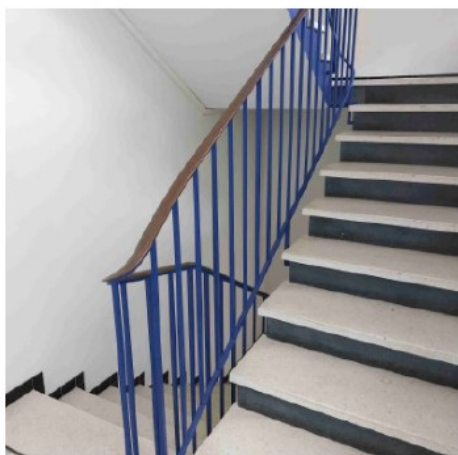
Bâtiment B / R+2 / Escalier

N°	Zone	Unité de repérage	Substrat	Revêtement apparent	Résultats mg/cm ²
41	Zone A	Garde corps			2.97
42					9.45

Bâtiment B / R+1 / Escalier / Zone A / Garde corps (M039 M040) :



Bâtiment B / R+2 / Escalier / Zone A / Garde corps
(M041 M042) :



NON CONCERNE PAR LES TRAVAUX (ne pas toucher)

Bâtiment B / R+2 / Salle de repos

N°	Zone	Unité de repérage	Substrat	Revêtement apparent	Résultats mg/cm²
43	Zone D	Garde corps	Métal	Peinture	4.32
44					2.68
45	Zone D	Garde corps	Métal	Peinture	4.95
46					2.87
47	Zone E	Garde corps	Métal	Peinture	5.13
48					3.36
49	Zone E	Garde corps	Métal	Peinture	2.83
50					5.22

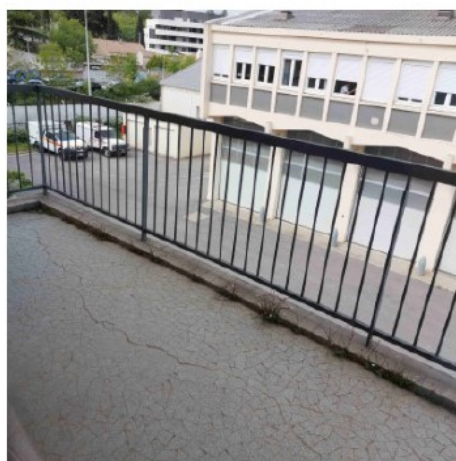
Bâtiment B / R+2 / Salle de repos / Zone D / Garde corps (M043 M044) :



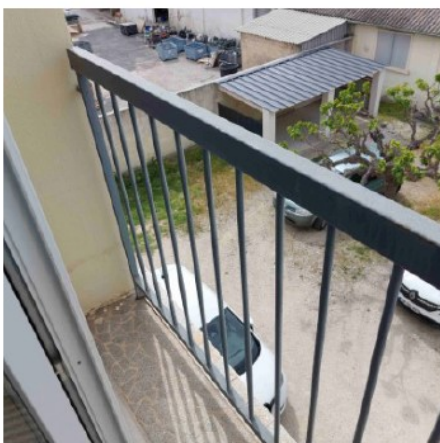
Bâtiment B / R+2 / Salle de repos / Zone D / Garde corps (M045 M046) :



Bâtiment B / R+2 / Salle de repos / Zone E / Garde corps (M047 M048) :



Bâtiment B / R+2 / Salle de repos / Zone E / Garde corps (M049 M050) :



NON CONCERNE PAR LES TRAVAUX (ne pas toucher)

Bâtiment B / Façade Ouest					
N°	Zone	Unité de repérage	Substrat	Revêtement apparent	Résultats mg/cm ²
53	Zone A	Garde corps escalier d'accès			8.57
54					2.45
55					6.21
56					5.18
57	Zone A	Façade	Maçonnerie	Peinture	0.10
58					0.19
59	Zone A	Façade	Maçonnerie	Peinture	0.06
70					0.05

Bâtiment B / Façade Ouest / Zone A / Garde corps escalier d'accès (M063 M064) :



08.3.4 Contrôles et mesures

08.3.4.1 Échantillonnage et analyses META (analyses obligatoires liées au déchets amiantés)

Depuis le 1er juillet 2012, la méthode réglementaire de comptage des fibres d'amiante en milieu de travail est la microscopie électronique à transmission analytique (Meta) , qui remplace la microscopie optique à contraste de phase utilisée antérieurement.

Les analyses META (microscopie électronique à transmission analytique) de l'amiante permettent d'identifier le type d'amiante et la constitution des fibres. (sous forme de fibres, sous forme de fragments de clivage (particules minérales allongées / PMA) quel que soit le niveau d'empoussièrement.

Seule une analyse META de l'amiante permet d'identifier avec certitude le type d'amiante et d'appréhender sa dangerosité.

Le déroulement d'une analyse META amiante doit se faire en conformité avec la norme NF X 43-050.

08.4 Compte prorata

08.4.1 Compte prorata

Cf Cahier des Clauses Techniques Communes

L'attributaire s'engage à respecter et honorer les appels de fonds à première demande du gestionnaire du compte prorata, défini dans le présent lot, suite à la convention de gestion de compte que le gestionnaire a la charge d'établir".

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble de ces dépenses.

